

L'attrait du modèle nordique

Nima Sanandaji explore l'engouement croissant, justifié ou non, des universitaires, politiciens et journalistes, pour le modèle (*). Aux Etats-Unis, bien avant la gauche du parti démocrate - Sanders et ses partisans - en 2013, le Président Barack Obama effectua la première visite officielle d'un Président des Etats-Unis en Suède pour complimenter ses hôtes à propos du modèle économique de leur pays. Il lui a encore renouvelé son admiration au Sommet américano-nordique de mai 2016 où il apprécia le fait que l'inégalité des revenus y est la plus faible dans le monde, ce qui, à ses yeux, constitue «une des raisons pour lesquelles les gens sont les plus heureux du monde, en dépit du fait qu'ils n'ont pas beaucoup de soleil». Il suggéra même de mettre aux commandes ces petits pays, pendant un certain temps, pour faire le ménage.

Pourtant, contrairement à ce qui lui est souvent attribué comme parenté avec le socialisme, le modèle nordique se rapproche davantage de marchés libres et ouverts que de l'État-providence, avertit Nima Sanandaji (*).

Entreprenant une comparaison entre le Danemark et les Etats-Unis, elle rappelle que les Danois bénéficient de soins de santé gratuits ou fortement subventionnés, de compensation quand ils sont au chômage, de congé de maladie du travail et de congé parental, avec des impôts élevés, une forte syndicalisation et une grande implication de l'Etat dans l'économie. Résultat : les Danois vivent, en moyenne, 1,5 an de plus que les Américains.

Contrairement aux thèses en vigueur, une telle réussite ne date pas de l'avènement de l'Etat-providence : «L'influence positive de l'Etat-providence sur la prospérité globale est exagérée. En fait, la prospérité dans les pays nordiques a augmenté plus rapidement dans les périodes de liber-

té économique que dans ceux du socialisme démocratique. L'exemple de la Suède est instructif. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les politiciens libéraux tels que Johan Aöut Gripenstedt, ministre des Finances 1856-1866, ont introduit des réformes visant à garantir la libre entreprise, le libre-échange, et des protections fortes pour les droits de propriété. De 1870 à 1936, la Suède a poursuivi des politiques économiques favorables au marché et a été récompensée par un taux de croissance annuel moyen de 2%, le plus élevé de toute l'Europe occidentale pendant la période - deux fois plus élevé que celui de grandes économies comme celle du Royaume-Uni.»

Lorsqu'en 1936, le Parti social-démocrate suédois réussit à former son premier gouvernement majoritaire, pour ne plus lâcher le pouvoir jusqu'en 1970, il entreprit d'augmenter progressivement les impôts et d'élargir le bien-être, tout en conservant les politiques de ses prédécesseurs axées sur le marché. Au cours de ces années, le taux de croissance de la Suède a augmenté de 2,9 pour cent, bien plus (en termes absolus) que par le passé.

Entre 1970 et 1991, la Suède inaugure une «troisième voie» et installe les célèbres «fonds de l'employeur», un système par lequel la propriété des entreprises privées était lentement transférée à des fonds gérés par les syndicats. Conséquence : son taux de croissance moyen chute à 1,4%, le deuxième plus bas en Europe occidentale, et de nombreuses entreprises et citoyens quittent le pays. L'expérience socialiste avortée a été suivie d'une ère de redressement mettant l'accent sur les réformes du marché, réduisant la générosité des programmes sociaux, et préconisant des réductions drastiques d'impôts. Ces réformes ont porté leurs fruits: entre

1991 et 2014, le taux de croissance de la Suède a augmenté à 1,8%, plaçant légèrement le pays derrière le Royaume-Uni, qui avait le taux le plus élevé en Europe occidentale au cours de cette période.

Ce qui fait dire à notre référence du jour : «Il n'y a rien de magique dans les pays nordiques. Comme d'autres pays, ils ont prospéré économiquement en période de réformes du marché libre et ont stagné lorsque les impôts ont augmenté et le gouvernement s'est impliqué dans l'économie.»

« L'économiste danois Casper Hunnerup Dahl, par exemple, a fait valoir qu'il existe une forte corrélation entre l'expansion des programmes d'aide sociale du Danemark et la diminution de l'éthique du travail dans ce pays. L'économiste suédois Martin Ljunge a, pour sa part, constaté que la générosité du système suédois d'assurance maladie a progressivement augmenté le désir de la population de rester à la maison, avec des jeunes Suédois 20% plus enclins à prendre des congés de maladie que leurs homologues plus âgés.»

Nima Sanandaji rappelle que les progrès sociaux des pays nordiques sont antérieurs à l'Etat-providence. Il y a plus de 100 ans, le sociologue allemand Max Weber faisait remarquer que les sociétés protestantes d'Europe du Nord ont tendance à avoir des normes plus élevées de vie, de meilleures institutions académiques et des sociétés plus fonctionnelles que dans d'autres parties de l'Europe. Il attribuait leur succès à «l'éthique protestante du travail». Examinant les facteurs autres que religieux à l'époque préindustrielle, le savant suédois Assar Lindbeck associa ces progrès à un environnement hostile dans lequel il était difficile de survivre en tant que fermier sans travailler dur, contraignant la population à «adopter par nécessité une culture associant



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

responsabilité individuelle, honnêteté, confiance, ponctualité et travail acharné».

Le secret de la réussite des sociétés nordique tiendrait également à «l'importance des marchés libres, des normes solides et des politiques qui encouragent les citoyens à conserver ces normes».

La clef du succès : un marché ouvert (sans monopoles), une éthique, une morale et une philosophie de la vie. Tout ce qui nous fait défaut aujourd'hui, à nous et à tant d'autres.

A. B.

(*) Nima Sanandaji, «Misreading the Nordic Model: How American Admirers Get Scandinavia Wrong», *Foreign Affairs*, 17 août 2016, en ligne sur: <https://www.foreignaffairs.com/articles/northern-europe/2016-08-17/misreading-nordic-model>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus



C'est pour fermer la mairie ? Faites la queue !

Le ministre des Sports l'a clamé haut et fort : «Ceux qui ont échoué dans leur gestion doivent partir !»

Oh, purée ! Lui, je sens qu'il va avoir des problèmes !

La fermeture de mairie ! C'est en passe de devenir l'activité citoyenne préférée des Algériennes et des Algériens. Fermer les portes de leur mairie dès la première montée de chaleur, le début du commencement d'un coup de colère, le balbutiement d'un ras-le-bol. Comme toute activité citoyenne habituelle, répétitive, il est nécessaire de l'encadrer, de l'organiser. Pour une efficacité plus grande. Pour une meilleure coordination. Je donne un exemple ! Imaginons que les habitants d'un quartier d'une commune décident de fermer les portes de leur mairie parce qu'en 2017, au pays du pétrole et du gaz, plus d'un demi-siècle après l'indépendance, leurs habitations ne sont pas encore raccordées à ces sources d'énergie. Et imaginons maintenant que les citoyens d'un autre quartier de la même commune optent eux aussi pour la fermeture de leur mairie au motif que l'eau ne coule plus dans leurs robinets depuis plus d'une semaine. Alors ? Qui va fermer en premier cette satanée mairie ? Les non-raccordés au gaz et à l'électricité ? Ou les non-

alimentés en eau ? Plus délicat encore ! Si les non-raccordés à l'énergie et au chauffage arrivent en premier devant le portail de la mairie et le ferment, comment vont réagir les privés d'eau ? Ils n'auront plus de mairie à fermer, n'est-ce pas ? Cette privation de portail de mairie à souder ne va-t-elle pas déclencher un mouvement d'humeur, voire des émeutes et des affrontements entre quartiers pour déterminer dans la violence qui aura la primauté dans le bouclage de la mairie ? La question est posée. C'est pour cela que je proposais dès les premières lignes de cette chronique une meilleure coordination des colères, un planning concerté des fermetures intempestives des mairies. Ou alors, doter la commune de plusieurs mairies ! Eh oui ! Un seuil minimum, un Smig de trois mairies par commune. Une pour l'eau. Une autre pour l'électricité et le gaz. Et une autre pour la poste. Comment ça, le dispensaire ? Eh ! Oh ! Si vous n'êtes pas contents de la qualité des soins, allez fermer les portes de votre DJS. Moi, je fais ce que je peux pour éviter un bain de sang au seuil des mairies à fermer. Faut pas m'en demander plus. Ça ne vous plaît pas, fermez les portes du journal. Ça me fera des vacances et je pourrais alors fumer du thé et rester pépère éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.